

Le rôle des chefs traditionnels au Ghana : un modèle inspirant



Don Ray en compagnie du président du Ghana, John Kufuor. (Photo gracieuseté de Don Ray)

2005-06-06

par Nadine Robitaille

Don Ray souhaitait mieux connaître son pays d'origine, le Canada. Cela l'a mené... en Afrique. À l'université, Ray pouvait étudier la politique canadienne ou la politique africaine.

« J'ai cru que je comprendrais mieux mon pays si j'allais voir ce qui se passe ailleurs dans le monde, puis en tirais des leçons applicables ici au Canada. »

Ray est maintenant professeur au Département de sciences politiques de l'Université de Calgary. Ce qui se passe en Afrique alimente encore ses recherches, et il a toujours bon espoir d'en faire profiter le Nord.

Le rôle des chefs traditionnels

Ray est également coordonnateur international du [Traditional Authority Applied Research Network \(TAARN\)](#), un réseau qui regroupe des gens de partout dans le monde — chercheurs, artisans des politiques gouvernementaux et non gouvernementaux et chefs traditionnels — afin d'encourager les discussions sur divers enjeux relatifs aux politiques, notamment le mode de faire-valoir des terres, la sexospécificité et la santé.

Avec ses partenaires du Sud, avec aussi le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien, Ray a étudié le rôle des chefs traditionnels au Ghana dans la lutte contre le VIH et le sida.

Les collectivités politiques antérieures au colonialisme sont une source d'identité, d'unité et de fierté pour de nombreux Africains. Les personnes qui en font partie peuvent partager des coutumes, des langues, voire une histoire commune.

Les chefs traditionnels qui ont gouverné leur peuple depuis l'époque coloniale, dirigeant ainsi tous les aspects de la vie, ont vu leur pouvoir politique diminuer avec la mise sur pied d'institutions démocratiques.

De nombreux pays d'Afrique fonctionnent encore aujourd'hui de façon traditionnelle tandis que certains intègrent les chefs traditionnels aux diverses formes d'institutions démocratiques. Dans plusieurs autres pays cependant — surtout ceux qui ont récemment obtenu leur indépendance —, les relations entre les chefs traditionnels et le gouvernement sont tendues, le climat en est parfois même carrément un de confrontation.

Ce n'est pas le cas au Ghana, selon Christiane Owusu-Sarpong, un membre de l'équipe du TAARN dans ce pays.

« Dans un pays comme le Ghana — où le gouvernement central a réalisé qu'il ne peut pas fonctionner sans les chefs traditionnels au niveau des collectivités locales; où ces chefs ont pris la responsabilité de moderniser cette institution bien établie qu'est la chefferie afin de répondre aux besoins de leur peuple en fonction de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde; et où on a été durement touché par ce qu'on appelle la “ modernité ”, ce qui se traduit par de nouveaux problèmes de société, d'économie et de santé —, les chefs et les reines-mères reconquièrent une bonne partie de leur autorité à titre de partenaires du développement. »

La lutte contre le VIH et le sida

C'est en 2002 que, pour la première fois, Ray et ses collègues ont entendu Otumfuo Osei Tutu II, le roi des Ashanti — chef du plus grand peuple du Ghana — parler de VIH et de sida.

« Depuis, nous avons constaté qu'il est de plus en plus courant que des chefs, dans plusieurs régions du Ghana, se mêlent à la lutte contre le VIH et le sida; c'est un très grand changement », fait observer Ray.

Comme les personnes célèbres qui utilisent leur renommée pour faire passer leurs messages et leurs idéaux (notamment Angelina Jolie et Bono du groupe U2), les chefs et les reines-mères sont respectés et écoutés dans leurs collectivités. Ils peuvent avoir une influence sur les opinions et les pratiques de leur peuple relativement à des enjeux difficiles comme le sida.

Ray admet que de « demander à des gens de changer des habitudes très personnelles, c'est beaucoup demander ». Aussi, pour que le message passe, il doit venir d'une source en laquelle ils ont confiance. « Les gens ont le droit de poser des questions à ceux qui leur parlent de leur sexualité. »

Les chefs traditionnels les plus actifs travaillent avec divers organismes, non gouvernementaux et internationaux, et le gouvernement à renforcer les capacités de leur collectivité à réagir à l'épidémie. (Voir l'encadré pour en savoir plus sur [la participation des chefs traditionnels à la lutte contre le sida](#).)

L'éducation publique joue un rôle, mais il faut aussi aider les collectivités locales à assumer les conséquences du sida — apprendre à vivre avec le VIH, élaborer des programmes pour contrer la stigmatisation et trouver des stratégies pour nourrir, vêtir et éduquer les orphelins du sida —, des enjeux auxquels de nombreuses autres parties du monde devront peut-être faire face au cours des prochaines décennies.

La valeur d'une approche locale

« Au Canada et aux États-Unis, nous avons tendance à sous-estimer l'ampleur du sida, à penser que nous ne serons jamais grandement touchés quand, en fait, la menace grandit », prévient Ray. « L'Asie, de Kaboul à Colombo, de Nanking à Beijing, est déjà aux prises avec le problème; l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Est également, comme un certain nombre de populations en Amérique du Nord. »

Ray ajoute que « ce n'est pas à nous d'aller dans les pays d'Afrique et de leur dire “ si vous voulez vous développer, voici ce que vous devez faire ” »; il est important que nous apprenions des peuples locaux quelles sont les approches à privilégier. Quand il s'agit de traiter un problème aussi répandu que le sida, nous ne pouvons mettre de côté les cultures des peuples. « Il faut essayer de comprendre ce qui est important pour les gens, et les respecter, peu importe où ils sont. » Alors que la première phase du projet tire à sa fin, Ray et ses collègues aimeraient continuer leur travail au Ghana, et étendre la portée de leur recherche pour inclure le Botswana et l'Afrique du Sud, où ils ont aussi vu des chefs traditionnels se mêler de questions semblables, quoique d'une façon moins évidente.

Tim Quinlan, coordonnateur national de la branche sud-africaine du TAARN, est optimiste; il croit que la recherche effectuée au Ghana pourrait contribuer à changer les choses dans son pays, où, selon lui, les relations entre les chefs traditionnels et le gouvernement sont un peu tendues. « Ce qui s'est passé au Ghana, l'importance qu'ont eu les chefs, a démontré que le ciel ne tombe pas sur la tête des gouvernements qui ont recours aux chefs traditionnels et pourra contribuer à changer les choses », espère Quinlan.

Pour le moment, le TAARN se concentre sur la rédaction du rapport définitif de la première phase du projet, dont certaines parties seront incluses dans un livre qui sera intitulé *African Chiefs in the age of Gender, AIDS, and Development* (titre provisoire).

Le TAARN a classé les activités des chefs traditionnels en matière de lutte contre le VIH et le sida en trois catégories, selon le degré de participation.

- **Point de liaison** : le chef traditionnel ouvre la porte aux conseillers de l'extérieur, ce qui leur permet d'obtenir la légitimité et la crédibilité dont ils ont besoin dans la collectivité.
- **Marketing social** : le chef traditionnel acquiert une certaine expertise et parle ouvertement des problèmes engendrés par le VIH et le sida. Le message passe encore mieux que si le chef traditionnel était seulement un point de liaison puisque ce dernier est associé plus étroitement à la lutte contre la maladie.
- **Renforcement des capacités locales** : le chef traditionnel travaille avec le gouvernement, les organisations non gouvernementales et d'autres organismes pour élaborer des stratégies, non seulement pour prévenir la propagation de la maladie, mais aussi pour apprendre à vivre avec elle et avec ses conséquences.

Nadine Robitaille est rédactrice à la Division des communications du CRDI.

Renseignements

Don Ray, chef de projet et coordonnateur international du TAARN, Département des sciences politiques, Université de Calgary, 2500, University Drive N.W., Calgary (Alberta), Canada T2N 1N4; tél. : (403) 220-6482; courriel : taarn@ucalgary.ca

Tim Quinlan, coordonnateur national de la branche sud-africaine du TAARN, chef de projet, Études de cas en Afrique du Sud et directeur de la recherche à la Division de la recherche sur l'économie de la santé et le VIH/sida (HEARD), salle 904, édifice Shepstone, Campus Howard College, Université du KwaZulu-Natal, Durban, 4001, Afrique du Sud; tél. : +27 31 260-2592; téléc. : +27 31 260-2587; courriel : quinlant@ukzn.ac.za